

DOSSIER DE DOCUMENTS SUR L'EXPÉRIENCE CHILIENNE

1) *L'analyse du PCF*

Contrairement à ce que prétendent réactionnaires et fascistes, l'Unité populaire au Chili était sur la voie du succès. Nous avons vu, à la fin du chapitre 4 de ce petit livre, que le redressement économique était en vue : le prix du cuivre remonté à un niveau normal sur le marché mondial, l'aide extérieure en crédits et en matériel, venue surtout de l'Union soviétique et des autres pays socialistes, montraient la fin du tunnel. En outre, les semailles d'automne étaient excellentes, la récolte s'annonçait bonne, un plan ambitieux de semailles d'hiver allait être appliqué et le plan économique pour 1974 qui commençait à se discuter dans tous le pays promettait sérieusement de redresser l'ensemble de la situation.

Tout le monde savait, et les ennemis de l'Unité populaire compris, que « si l'on passait l'hiver » - notre été - le pouvoir de l'Unité populaire pouvait aller au bout de son mandat, consolider la réalisation de son programme, gagner de nouveaux partisans parmi la masse des Chiliens qui, par scepticisme ou par crainte, restaient dans l'expectative et sensibles à l'énorme déchaînement de la presse, de la radio et de la télévision réactionnaires.

Il ne fallait pas laisser gagner définitivement la partie à l'Unité populaire. La preuve faite en Mars que par la voie légale il était impossible de renverser ce gouvernement abhorré, restait la violence fasciste depuis lors préparée et organisée.

Mais si le thermomètre des élections législatives du 4 mars 1973 témoignait d'une influence accrue de l'Unité populaire, il ne s'en suivait pas que le rapport des forces politiques en fût suffisamment modifié de manière favorable. A en croire les résultats électoraux détaillés, le gain de voix des partis de l'Unité populaire leur venait, pour l'essentiel, des couches sous-prolétariennes des « *poblaciones* » - dont beaucoup n'avaient pu voter - étant analphabètes (les analphabètes n'avaient pas le droit de vote. Il leur fut donné par l'Unité populaire) - lors de l'élection présidentielle de septembre 1970, ou n'avaient pas voulu le faire, ces « *marginaux* » ayant été sensibles à la démagogie abstentionniste du M.I.R. - et des paysans pauvres conquis par la réforme agraire.

Mais la masse des couches moyennes - des petits paysans, artisans, fonctionnaires, employés, jusqu'aux professions libérales - influencées surtout par la Démocratie chrétienne, était encore moins entamée que la fraction de la classe ouvrière, y compris des travailleurs du cuivre, qui dans la Centrale syndicale donnait son soutien aux dirigeants démocrates-chrétiens.

Autrement dit, l'Unité populaire était soutenue essentiellement par le prolétariat et la paysannerie pauvre. En 1970, entre ces couches sociales et la petite et moyenne bourgeoisie, il n'existait pas de contradictions graves, mais au contraire des rapports favorables. D'autant plus qu'après six ans d'un gouvernement démocrate-chrétien décevant, le programme de son candidat Radomiro Tomić était extrêmement proche de celui de l'Unité populaire. Comme lui, mais évidemment sans proclamer une volonté de conduire le Chili au socialisme, il allait à l'essentiel : la nationalisation du cuivre et l'application rapide et complète de la loi de réforme agraire. Et l'allégresse au soir de l'élection de Salvador Allende unissait dans les rues la jeunesse démocrate-chrétienne à tous les partisans de l'Unité populaire.

On a vu et compris, dans le chapitre précédent, comment et pourquoi ces rapports de classe ont pu se détériorer à cause des manœuvres impérialistes, des sabotages de la réaction interne et du matraquage quotidien de ses moyens d'information ; de quelques erreurs du gouvernement aussi sur le plan économique. Le blocus financier organisé par l'impérialisme contre le Chili fut déterminant : la crise économique qu'il provoqua éveilla les contradictions entre la classe ouvrière alliée à la

paysannerie pauvre et les couches moyennes, et conduisit à la crise des institutions, à la campagne de « *désobéissance civile* » de la Démocratie chrétienne, aux désordres des bandes fascistes, à la longue grève des transporteurs routiers soutenue par les *dollars* et prolongée par celle des médecins, du commerce, de l'artisanat...

Dans ces conditions, et compte tenu surtout que depuis mars l'Unité populaire ne gagnait visiblement plus à son programme de gouvernement les alliés qui pourtant condamnaient à la fois tout retour à la domination impérialiste et à la réaction comme toute idée de déchaîner la guerre civile, le choix était clair. Pour les communistes chiliens, c'est sûr ; pour Salvador Allende, ce ne l'est pas moins : devant la dégradation des institutions et le danger du « basculement » des classes moyennes dans une aventure – bien que personne alors n'imaginât que celle-ci pût prendre un caractère si terriblement fasciste – et dans la guerre civile, l'alternative est « *guerre civile ou démocratie* ». Or, la masse des Chiliens étant de toute évidence contre la guerre civile le seul moyen – pour tous ceux qui avaient conscience du choix impérieux à faire en fin de compte entre la menace fasciste et la survie du pouvoir de l'Unité populaire – était le dialogue avec le Parti démocrate-chrétien.

Au prix de concessions sur le programme de l'Unité populaire, et spécialement sur les entreprises capitalistes qui devaient faire partie de « l'aire sociale » de l'économie ? Oui. Et alors ? Qui a décrété que, devant la menace mortelle de la contre-révolution et du fascisme, les concessions et les compromis ne seraient pas révolutionnaires ? Certainement pas Lénine...

Il est certes facile, après le putsch, de mettre le nez des dogmatiques et des rêveurs gauchistes, étrangers à toute analyses des classes et du rapport de leurs forces, dans leur erreur grossière d'avoir cru que le choix était entre « *révolution* » et « *réformisme* ». Mais c'est bien avant le putsch que, pour leur part, les communistes chiliens et singulièrement leur secrétaire général Luis Corvolan, analysant clairement la situation et ses dangers, préconisaient la voie du dialogue avec le Parti démocrate-chrétien, seul moyen d'après eux de garantir le peuple chilien contre la sédition et ce qui pouvait s'ensuivre. Le Président Allende partageait cette conscience du péril et cette orientation conséquente.

Le dialogue avec la Démocratie chrétienne était engagé, et même en présence du cardinal archevêque de Santiago, Mgr Silva Enriquez, qui y avait appelé au nom de la paix civile et à qui le P.C. du Chili avait favorablement répondu. Mais, on le sait, il était déjà trop tard, car d'une part dans l'Unité populaire les tendances hostiles à ce dialogue – qui prétendaient encore conquérir « *la base* » démocrate-chrétienne tout en combattant son « *sommet* » – en avaient longtemps freiné l'ouverture, et d'autre part ces atermoiements avaient permis à la droite du Parti démocrate-chrétien dirigée par Eduardo Frei, elle aussi hostile au dialogue comme ses alliés d'extrême droite et ses soutiens impérialistes, de manœuvrer suffisamment pour laisser aux comploteurs le temps de ruiner toute possibilité d'un compromis favorable à l'Unité populaire.

Dès lors, le sort en était jeté. Faute de ce compromis qui eût laissé intactes les possibilités de l'Unité populaire de rendre irréversibles les changements de structure fondamentaux déjà réalisés et de poursuivre – même au prix de quelques amendements faits pour « apaiser » les classes moyennes – l'application de son programme, la vie était ouverte au putsch.

A. Acquaviva, G. Fournial, P. Gilhodès, J. Marcelin, *Chili : trois ans d'Unité populaire*, Paris, Éditions sociales, 1974

2) L'analyse de LO

Au moment où un président socialiste est élu au Chili, il est bon de rappeler comment a été renversé le précédent. C'est le 11 septembre 1973 que la junte militaire présidée par le général Pinochet renversait le gouvernement de gauche du président Allende et commençait une répression des plus sanglantes contre la gauche et la classe ouvrière, pour briser celle-ci en interdisant ses partis, en assassinant ses dirigeants et ses militants, en terrorisant les travailleurs. Allende était resté moins de trois ans au pouvoir.

Les élections présidentielles d'octobre 1970 avaient eu lieu dans une situation de relative agitation populaire dans les villes et les campagnes. Le candidat de l'Unité Populaire (union du PC, du PS, et de plusieurs petits partis du centre), Salvador Allende, un des fondateurs du PS et vieux routier du Parlement, arriva en tête mais, n'ayant pas la majorité absolue, fut élu ensuite par le Parlement, grâce aux voix des députés de la Démocratie Chrétienne, le parti du président précédent Eduardo Frei. La gauche n'avait, elle, que 80 députés sur 200 au Parlement.

Malgré un langage radical, Allende ne fit que poursuivre les réformes économiques engagées par son prédécesseur de la Démocratie Chrétienne : il acheva la réforme agraire de Frei, nationalisa les mines de cuivre et plus généralement les grandes entreprises étrangères ou chiliennes qui lui paraissaient décisives pour le contrôle de l'économie. Il s'endetta pour indemniser leurs propriétaires et pour cela vida les caisses de l'Etat.

Allende s'incline devant l'armée

Allende ne toucha ni à la police, ni à la justice, ni à l'armée, qui continuèrent à assurer la défense des propriétaires en réprimant les paysans qui occupaient les terres ou les ouvriers grévistes. Pire encore, à chaque fois que les affrontements de classe s'intensifiaient, Allende proclamait l'état d'urgence, appelait des généraux au gouvernement, se reposait sur l'armée pour rétablir le calme. Et malgré ses promesses, il maintint l'interdiction pour les soldats de faire de la politique en sachant fort bien, comme l'expliquait le secrétaire général du Parti Socialiste, Carlos Altamirano, que, « socialement, l'apolitisme de l'armée est un phénomène à sens unique. Dans la mesure où il dresse une muraille face à toute influence idéologique de gauche, il la livre sans contre-poids aux idées réactionnaires ». Allende voulait protéger, autant que possible, l'armée de l'effervescence populaire. Sachant comme n'importe quel politicien bourgeois que l'armée reste le principal et dernier recours pour maintenir l'ordre en cas d'affrontements sociaux, il fit tout pour préserver cet instrument intact.

Dès 1972, la crise économique frappa le pays de plein fouet : chute du prix du cuivre qui représentait 80 % des exportations du pays ; déficit budgétaire énorme grevé par les indemnisations ; inflation record pour financer le déficit d'autant que la droite, majoritaire au Parlement, refusa de voter de nouveaux impôts. Le blocage des prix combiné avec une certaine pénurie entraîna un formidable marché noir qui accentua encore la pénurie.

L'incapacité de l'Unité Populaire à empêcher le développement du chaos économique était en fait une incapacité politique à se faire craindre des possédants, grands et petits. Elle ne voulut pas contraindre, sous menace d'expropriation, les capitalistes à investir, elle ne les empêcha point de mettre leurs capitaux à l'abri à l'étranger, elle ne voulut point se donner les moyens de juguler le marché noir. Il aurait fallu mettre la bourgeoisie hors d'état de nuire, s'appuyer résolument sur la mobilisation des classes populaires. Ce n'est pas la crise économique qui a perdu Allende, mais bien sa politique qui refusait de s'appuyer sur la force de la classe ouvrière et des classes pauvres pour briser la résistance des possédants.

Une mobilisation ouvrière laissée sans perspectives

Et pourtant la population laborieuse se mobilisait de plus en plus et cherchait à imposer sa volonté aux possédants : grèves, occupations d'entreprises pour imposer leur nationalisation à des propriétaires qui voulaient les fermer ou licencier, comités d'usines, de quartiers, prenant de plus en plus en main le ravitaillement, la lutte contre le marché noir, groupes d'autodéfense contre les provocations de la police et des groupes fascistes, etc.

Mais c'est précisément au moment où la mobilisation populaire se développait qu' Allende décida en juin 1972 de reculer, expliquant, tout comme le Parti Communiste, que pour enrayer la crise il fallait marquer une pause dans les réformes, pour consolider l'alliance avec les classes moyennes. Le gouvernement prit même des décrets pour rendre aux patrons des entreprises occupées par les travailleurs. La lâcheté du gouvernement ne rallia pas les classes moyennes mais les encouragea à la violence. Pas moins de deux tentatives de coups d'État eurent lieu cette année-là.

En octobre 1972, la droite et les patrons tentèrent de renverser le gouvernement en sabotant l'économie. Les transporteurs routiers se mirent en grève, suivis par toutes les associations professionnelles des classes moyennes, appuyées par les commandos fascistes. Cela déclencha une mobilisation sans précédent des ouvriers, qui s'emparèrent des usines et redémarrèrent la production; des groupes d'autodéfense se mirent en place, le ravitaillement fut organisé directement avec les paysans. La classe ouvrière prenait conscience de sa force. Mais une nouvelle fois Allende proclama l'état d'urgence, transférant le pouvoir civil aux militaires. Il fit entrer les trois principaux généraux au gouvernement. La grève s'arrêta au bout d'un mois, après qu'Allende eut donné des gages aux propriétaires.

Après les élections législatives de mars 1973, dans lesquelles la droite avait placé l'espoir de remporter la majorité des deux tiers qui lui aurait permis de renverser Allende, mais qui vit l'Unité Populaire remporter 44 % des voix, il devint évident que c'était par la force que l'armée allait tenter de renverser le gouvernement. Appelés au secours par la droite, utilisés par la gauche comme béquille à chaque crise, les militaires se convainquirent qu'eux seuls pouvaient sauver le pays du chaos.

Un premier putsch préparé quasi ouvertement pour le 29 juin échoua mais servit de répétition pour la mise au point du plan final.

Une mobilisation ouvrière encore plus importante répondit à cette tentative, mais il était visible que les travailleurs ne disposaient pas, eux, d'un état-major susceptible de leur proposer un plan de bataille. Bien au contraire : tous ceux qui se prétendaient les défenseurs du prolétariat, à gauche comme à l'extrême gauche, que ce soient le Parti Communiste, le Parti Socialiste, le MIR (le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire), répétaient, clamaient : « Non à la guerre civile », comme si leurs incantations pouvaient éloigner le danger. Devant le danger, devant l'imminence d'une guerre à mort, ils désarmaient la classe ouvrière.

Les préparatifs ouverts du coup d'État

A peine la mobilisation ouvrière terminée, les classes moyennes, camionneurs en tête, reprirent l'offensive, l'armée et les paramilitaires aussi. Un nouveau coup d'État se préparait au su de tous, mais Allende laissa les tribunaux poursuivre ceux des marins qui avaient proposé de s'y opposer ainsi que tous les responsables politiques de gauche qu'ils avaient rencontrés pour leur proposer de résister.

En août, Allende nomma Pinochet commandant en chef et celui-ci n'eut plus qu'à peaufiner son plan. Ce ne sont pas les 700 000 manifestants désarmés qui vinrent soutenir Allende devant le palais présidentiel qui pouvaient impressionner les militaires. Et le 11 septembre, après avoir jeté à la mer tous les marins qui voulaient résister, les militaires s'emparèrent sans coup férir du pouvoir et prirent une à une les usines où les ouvriers attendaient des consignes et des armes qui n'arrivèrent jamais. Allende, avant d'être tué dans son palais, s'était adressé cinq fois à la population sans jamais l'appeler à combattre les forces armées ni à venir le défendre. Pourtant se battre n'aurait pas coûté plus cher aux travailleurs et aux militants que la victoire sans opposition réelle de Pinochet n'allait le faire. Mais après avoir refusé de croire ou de préparer le combat, les chefs de la gauche ne croyaient plus à la possibilité de le livrer quand il était engagé par l'ennemi.

Ce qui a manqué aux travailleurs, ce n'est ni la volonté de se battre ni le courage. Ni le nombre, car ils avaient été des centaines de milliers à manifester à Santiago, alors que l'armée n'avait, en dehors des carabiniers, que 50 000 hommes en tout. Mais ce qui a manqué aux travailleurs, c'est une direction aussi déterminée qu'eux-mêmes, qui aurait pu, avec un plan d'ensemble, donner toute son efficacité à l'énergie combattante des travailleurs. Celle qu'ils s'étaient donnée les avait honteusement abandonnés au massacre.

Altamirano et la gauche du PS estimaient ne rien pouvoir faire sans le reste de l'Unité Populaire et sans Allende. Quant au MIR, lui, il estimait ne rien pouvoir faire sans la gauche du PS. C'était de fil

en aiguille faire dépendre le sort de la classe ouvrière de la politique d'Allende, qui remettait lui-même le sort des travailleurs au bon vouloir de l'armée.

Dominique Chablis, *Lutte Ouvrière*, n° 1645 du 21 janvier 2000

3) L'analyse de la LCR

Il y a 30 ans, Miguel Enriquez, secrétaire général du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) du Chili, mourait au combat. Traqué par la dictature, il fut assassiné par les sbires de Pinochet. Il avait joué un rôle clé dans la situation chilienne, dès la fondation du MIR, en 1965.

C'est en 1965 que des animateurs des Jeunesses socialistes de Concepcion, d'autres issus de dissidences du Parti communiste, ainsi que des militants trotskystes allaient former une des principales organisations révolutionnaires de la gauche latino-américaine, le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). Dans le sillage de l'Organisation latino-américaine de solidarité (Olas) et de Che Guevara, Miguel Enriquez (qui fut le secrétaire général de cette organisation) est l'une des principales figures d'une génération de militants révolutionnaires en armes. Fortement inspiré par la révolution cubaine, le MIR opta, dès sa fondation, pour une stratégie de lutte armée. Ce schéma stratégique a surdéterminé toutes ses prises de position politiques, mais il a aussi été confronté à une situation historique exceptionnelle.

La victoire électorale de Salvador Allende et du gouvernement de l'Unité populaire, le 4 septembre 1970, allait ouvrir une nouvelle période historique pour le Chili. Résultat d'une montée du mouvement de masse, dès les années 1966-1967, elle a aiguë les contradictions de classes comme cela n'avait jamais été le cas. Mais cela s'est terminé par le coup d'État de Pinochet.

L'Unité populaire, sous la direction de Salvador Allende, était composée de plusieurs formations de gauche. Le Parti socialiste était d'un type particulier. Il était dirigé par des tendances de gauche et se réclamait d'une politique de « front des travailleurs ». Le Parti communiste - un des plus staliniens d'Amérique latine - incarnait au gouvernement la pointe avancée de la politique légaliste de l'Unité populaire. Celle-ci comprenait enfin deux autres partis issus de la gauche chrétienne, le Mouvement d'action populaire unifié (Mapu) et la Gauche chrétienne. Au-delà de sa politique, l'Unité populaire représentait une base sociale majoritaire, qui allait polariser la société chilienne. L'ensemble des forces bourgeoises se sont déchaînées contre le nouveau pouvoir et, surtout, contre le processus de mobilisation et d'organisation des travailleurs. Considérant le gouvernement d'Unité populaire comme leur gouvernement, les ouvriers et les paysans ont progressivement voulu contrôler et gérer leurs entreprises, occuper leurs terres, bref prendre en charge la marche de l'économie et de la société. Les ouvriers ont exigé l'extension du champ des nationalisations et le contrôle de ces dernières. Les paysans se sont engagés dans un mouvement d'occupation des terres. Il faut souligner que le réformisme de Salvador Allende était cent fois plus à gauche que le social-libéralisme de la gauche actuelle.

Le processus d'auto-organisation s'est d'autant plus approfondi que la droite et le patronat ont multiplié les sabotages : l'administration, les transports, l'approvisionnement des classes populaires. Des juntas d'approvisionnements (JAP), des coordinations de « commandos communaux » dans les poblaciones, des syndicats de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), au travers des cordones industriels, se sont développés.

Les affrontements de classes ont débouché sur un processus de dualité de pouvoir entre, d'un côté, les travailleurs et leurs organisations, et de l'autre, la droite et le patronat. Dans cette confrontation, la politique des directions de l'Unité populaire, en particulier de celle du Parti communiste, a consisté à canaliser ce mouvement dans le cadre de la légalité dictée par les classes dominantes et par l'armée. C'est Allende qui a intégré des représentants des forces armées au sein du gouvernement, dès octobre 1972, et qui a appelé Pinochet au gouvernement, le nommant même en juillet 1973 - deux mois avant le coup d'État - responsable des relations entre la CUT et les forces armées.

Luis Corvalan, secrétaire général du Parti communiste chilien, déclarait, en octobre 1972 : « Il ne fait aucun doute que le cabinet au sein duquel sont représentées les trois branches des forces armées constitue une digue contre la sédition. »

Le MIR, à sa manière, s'est opposé à cette orientation. Il a dénoncé toutes les politiques d'alliance avec la bourgeoisie et les militaires. Il a participé à tous les processus d'auto-organisation et a joué un rôle clé dans le développement des commandos communaux. Il a eu une responsabilité décisive dans la naissance de l'assemblée populaire de Concepcion, en juillet 1972 : « Tous à l'assemblée du peuple pour dénoncer le caractère contre-révolutionnaire du Parlement », tel était l'axe d'un appel au front unique que signèrent l'ensemble des organisations sociales et politiques de gauche... à l'exception du Parti communiste chilien.

La volonté et la sincérité révolutionnaires du MIR ne font pas de doute. Des milliers de militants dans le monde, dont ceux de la LCR des années 1970, se sont identifiés à ses couleurs rouge et noir. Toutefois, coulée dans les conceptions stratégiques de « guerre prolongée », la direction du MIR est intervenue davantage pour accumuler des forces, dans la perspective de la « guerre de demain ou d'après-demain », que pour dénouer positivement une crise révolutionnaire résultant de la dualité de pouvoir des années 1972 et 1973.

Du coup, elle a sous-estimé les délimitations nécessaires face au gouvernement de l'Unité populaire. Son rôle a surtout été celui d'une force de pression sur le gouvernement... Alors que le mouvement des masses considérait que ce gouvernement, surtout après l'entrée des militaires en octobre 1972, était « de moins en moins leur gouvernement et de plus en plus un gouvernement de merde », le MIR a toujours estimé qu'il était possible de « gauchir » la politique de l'UP. Du coup, tout en jouant un rôle exemplaire dans les mobilisations contre la droite et les fascistes, le MIR ne s'est pas suffisamment orienté vers la préparation de grèves générales en vue de paralyser le pays face aux putschistes. De même, les militants du MIR ont eu une place décisive dans l'émergence d'organismes de double pouvoir, mais les initiatives de centralisation de la dualité de pouvoir ont manqué. Ainsi, alors que l'appareil de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), contrôlé par le PC, voulait résumer les cordons industriels à une structure de coordination syndicale, le MIR a refusé leur transformation en coordination élue des assemblées de travailleurs. Sur le plan militaire, si le MIR a pris de nombreuses initiatives, de la protection de mobilisations à celle de Salvador Allende, son activité principale n'était pas dirigée vers l'autodéfense du mouvement des masses, sur des initiatives préparant une insurrection populaire ou sur un travail de droits démocratiques et de subversion dans l'institution militaire - le MIR commença un travail dans l'armée durant les dernières semaines avant le coup d'état. Il privilégiait les activités militaires de parti, ses patrouilles, ses casernes, son armement...

Si rien ne permet d'affirmer qu'une autre stratégie aurait évité la défaite, ces leçons doivent rester présentes dans notre mémoire et notre réflexion politique... pour construire l'avenir.

François Sabado, *Rouge*, n° 2088 du 25 novembre 2004

4) Interview de Franck Gaudichaud dans Inprecor

Inprecor : *Tu viens de publier deux livres sur l'expérience chilienne des années 1970-1973. C'est probablement la dernière grande expérience d'une tentative de réforme du capitalisme, dont on connaît le terrible résultat. Dans le cours de cette expérience, on a assisté non seulement à une politique gouvernementale mais également à une mobilisation populaire. Est-ce que tu peux présenter en quoi consistait cette expérience populaire ?*

Franck Gaudichaud : L'intérêt de revenir sur cette période, c'est de voir comment — comme dans toutes les grandes séquences de montées révolutionnaires — il y a eu un phénomène de débordement des grands partis, des centrales syndicales, des directions politiques. Dans le cadre spécifique de ce que la gauche parlementaire chilienne a appelé « la voie institutionnelle au socialisme », il y a eu un débordement du cadre légal et politique. Le pari d'Allende et de la coalition

qui a remporté les élections en 1970 était justement la possibilité — en pleine guerre froide — d'une transition pacifique ou « légale » au socialisme, se démarquant aussi bien de l'URSS que de la lutte armée (comme à Cuba). Une transition envisagée comme graduelle, par étapes, respectant la Constitution de 1925 et l'État en place, État censé être assez « flexible » pour intégrer des réformes radicales. Il paraît aussi que les forces armées étaient « constitutionnalistes », qu'elles respecteraient le suffrage universel et le résultat électoral. Ces paris stratégiques de la « voie chilienne » sont alors dénoncés par la gauche révolutionnaire de l'époque, le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) notamment, comme « réformistes bourgeois ». Et c'est précisément le cadre institutionnel (et alors que la coalition de l'Unité populaire reste minoritaire au Parlement) qui va être progressivement dépassé par la dynamique de la lutte des classes, par le mouvement ouvrier, même si ce mouvement ouvrier reste très largement encadré par les deux grands partis gouvernementaux — le Parti communiste (PCC) et le Parti socialiste (PSC) (auquel il faut ajouter la Démocratie-chrétienne qui possède un vrai ancrage syndical). Il y avait donc une dynamique contradictoire, dialectique, entre le gouvernement et sa base sociale mobilisée, entre les grands partis de la gauche parlementaire et leurs militants ; des directions politiques et syndicales qui à partir de 1972 sont peu à peu dépassées par la dynamique des luttes sociales et par des formes d'auto-organisation — encore embryonnaires — dans les quartiers pauvres (*poblaciones*), dans les entreprises, nommées « pouvoir populaire ».

Inprecor : *Qu'est-ce qui fait qu'à un moment donné les travailleurs, la population en général, se mobilise et commence à réaliser les choses par elle-même ? Comment arrive-t-on là ?*

Franck Gaudichaud : Ce qu'il faut rappeler, c'est que l'arrivée de l'Unité populaire au gouvernement ne se fait pas dans le cadre d'une « élection à froid », mais que cette victoire électorale est le produit d'une montée en puissance des mobilisations sociales depuis le milieu des années 1960. L'élection même d'Allende à la présidence de la République se fait dans le cadre des mobilisations collectives. Par exemple, celles des Comités de l'Unité populaire (CUP), qui étaient sensés se transformer ensuite en quelque chose de plus que des comités électoraux. 14.000 comités ont été créés, mobilisant des dizaines de milliers de militants. L'arrivée d'Allende à la présidence en 1970, ce n'est pas la fin des luttes, c'est l'extension des luttes. Les travailleurs utilisent l'élection d'Allende non pas en attendant ce qu'il va faire, mais en accélérant leurs mobilisations, particulièrement par les grèves et occupations d'usines. On voit par exemple l'augmentation du nombre des grèves « illégales », qui va encore s'accroître en 1971-1972, au fur et à mesure que la bourgeoisie et les grands partis de droite comprennent que c'est aussi au niveau économique, sur le terrain de la lutte des classes, qu'ils doivent combattre le mouvement qui accompagne Allende. En face, la réponse n'est pas de s'en remettre uniquement au président — même si sa figure reste tutélaire pour de grandes majorités ouvrières jusqu'au bout. Les ouvriers et syndicalistes pensent qu'il faut défendre le gouvernement, mais surtout le processus de transformation, avec les outils dont les travailleurs disposent : occupation des usines, manifestation de rue, autodéfense des quartiers, etc.

Un des grands projets du gouvernement d'Allende, c'était la constitution de « l'aire de propriété sociale », formée des entreprises nationalisées. Il y a eu nationalisation — et expropriation sans indemnités — des immenses mines de cuivre, alors aux mains de grandes multinationales et de l'impérialisme, nationalisation des grands monopoles industriels — 91 —, du système bancaire... Mais de nombreux salariés n'étaient pas inclus dans cette « aire sociale » qui prévoyait également un système de cogestion et de participation original. Ces derniers ont alors dit : « nous aussi, nous voulons intégrer ce secteur nationalisé, on veut avoir le droit de participer, de profiter de meilleurs salaires, ne plus dépendre du patron, etc. » et donc, au nom des premières mesures prises par le gouvernement, ils se mettent à dépasser le cadre restreint, légal, des réformes proposées par l'Unité populaire, à occuper leurs entreprises pour imposer leur nationalisation...

Inprecor : *Est-ce que ce phénomène du « pouvoir populaire » commence dans le secteur qui n'a pas été nationalisé ?*

Franck Gaudichaud : En fait, il s'agit d'une dynamique combinée. Les grands bastions ouvriers (manufacturiers par exemple), intégrés dans le secteur nationalisé, commencent peu à peu à critiquer les limites du système de cogestion proposé par le gouvernement et la principale centrale syndicale,

la Centrale unique des travailleurs (CUT) : l'État y nommait un administrateur et il y avait un système de cogestion avec des représentants des travailleurs et de « comités de production ». Dans certaines de ces entreprises, où il y avait une forte présence de l'aile gauche de l'unité populaire, du PS (1) en particulier, ou du MIR, les syndicalistes ont commencé à questionner et à approfondir le système de cogestion. En même temps, dans les entreprises qui n'ont pas été nationalisées, la demande d'intégration devient de plus en plus forte. Elle se fait par pression sur le gouvernement — les manifestations, les barricades dans les grandes artères périphériques de Santiago — ou, très souvent, par des occupations d'usines dénonçant les abus patronaux. Ces « tomas » se font aussi, de plus en plus, en réaction aux attaques de la bourgeoisie et de l'extrême droite. Le moment du saut qualitatif, c'est octobre 1972. Dans le superbe film documentaire *La Bataille du Chili*, Patricio Guzmán a intitulé ce moment « L'insurrection de la bourgeoisie » — c'est une bonne image : il y a alors lockout patronal à une échelle de masse, blocage du pays par le syndicat des camionneurs (financé directement par la CIA) et appuyé par les professions libérales. Les limites et faiblesses du légalisme entêté d'Allende se font jour plus clairement pour nombre de militants ; le gouvernement semble paralysé — il commence alors à appeler les militaires pour maintenir « l'ordre » et essayer de dénouer le problème. La réponse des travailleurs est d'occuper beaucoup plus d'entreprises — dans certaines les travailleurs initient des formes partielles et transitoires de contrôle ouvrier — et d'aider au ravitaillement des quartiers alentours, de créer des formes de transport collectif alternatif, etc. C'est là que surgissent ce qu'on a appelé les « cordones industriales » (cordons industriels), des coordinations horizontales, territoriales, essentiellement situées dans les grandes artères périphériques de Santiago mais que l'on retrouve aussi (bien que de manière moindre) de Arica au nord (dans le secteur de l'électronique) jusqu'en Patagonie (Punta Arenas) en passant par des villes comme Concepción ou Valparaíso. Donc dans tout le pays, c'est le même phénomène d'auto-organisation et de coordination territoriale qui surgit d'en bas, grâce au travail de syndicalistes et militants.

Inprecor : *Comment fonctionnait un tel « cordon industriel » ?*

Franck Gaudichaud : Il y a eu plusieurs dizaines de ces coordinations à Santiago. Il y a une discussion historiographique sur les chiffres, mais ce sont plusieurs dizaines de milliers de salariés qui étaient concernés (environ 100.000 sur le plan national). J'ai travaillé durant plusieurs années à Santiago sur la presse, en faisant des dizaines d'interviews, mais il reste difficile d'établir le nombre exact de ces structures, car certaines sont très actives et d'autres n'existent que « sur le papier », dans la propagande de la gauche. C'était un phénomène néanmoins important, même s'il restait minoritaire, mais il concernait des secteurs clés de l'économie et des franges très actives du champ syndical et politique.

Le plus puissant de ces cordons industriels était celui de Cerillos-Maipú, dans la commune la plus industrialisée de Santiago (avec 250 entreprises et des milliers de travailleurs). Son organisation territoriale linéaire est très claire, car les entreprises ont été construites le long des axes routiers et des voies de chemin de fer. Comme je l'explique dans mon livre, il existe ainsi un « cordon en soi », existant objectivement dans la géographie de la ville, qui va donner un « cordon pour soi », une organisation mobilisée, issue de l'auto-organisation de la classe ouvrière. À Maipú, un grand nombre d'entreprises moyennes, qui n'étaient pas intégrées dans l'aire de la propriété sociale, étaient des bastions syndicaux du MIR et de l'aile gauche du PS (très dynamique). Dès juin 1972, donc avant la grande crise d'octobre, ce cordon industriel commence à s'organiser. Cela indique que cette forme d'organisation était latente au sein de la classe ouvrière et cela explique comment lors de la crise d'octobre ces organisations se multiplient.

Ces cordons naissent, en général, de l'initiative de militants de gauche et de syndicalistes. Dans les entreprises les plus mobilisées, ils sont le fruit de véritables assemblées ouvrières, qui élisent un ou deux délégués à l'assemblée du cordon industriel. L'enquête que j'ai réalisée sur le terrain indique cependant qu'il faut relativiser l'image du « soviét à la chilienne », car il ne s'agit qu'un début embryonnaire de formes de double pouvoir (au sens de Lénine ou du marxiste bolivien Zavaleta Mercado) — ce qui explique aussi en partie la rapidité du coup d'État. Les cordons ont souvent du

mal à dépasser le stade défensif et transitoire, du fait des orientations politiques majoritaires de la gauche, de conflits inter-partisans au sein des entreprises et des problèmes de coordination communale et nationale. Ces assemblées sont ouvertes à toutes et tous, mais en général ce sont essentiellement les militants des partis et les dirigeants syndicalistes de gauche qui y viennent et les animent.

Inprecor : *Ces assemblées étaient-elles une forme de dépassement ou de développement des comités d'unité populaire ou fut-ce quelque chose de différent ?*

Franck Gaudichaud : C'était quelque chose de bien différent car les comités d'unité populaire sont rentrés en récession dès 1971, faute d'orientation politique de la part de la direction de l'Unité populaire. Les cordons étaient donc vraiment ancrés dans la classe ouvrière industrielle, ils réclamaient le contrôle ouvrier, l'accélération des réformes, tout en défendant le gouvernement face à la bourgeoisie. Ils sont entrés en contradiction avec la CUT, qui avait une faible organisation territoriale. Les cordons ont donc suppléé ce déficit d'organisation.

Inprecor : *Comment fonctionnait l'assemblée des travailleurs dans une usine ? Était-ce une assemblée générale de tous les travailleurs ou bien seulement une partie d'entre eux y participaient ?*

Franck Gaudichaud : C'est aussi une limite, c'est une histoire souvent différenciée, usine par usine. Une étude monographique a été faite sur la grande usine textile Yarur par l'historien Peter Winn (2). Yarur, un bastion de la classe ouvrière, où le niveau d'organisation était tel que ce sont de véritables assemblées de tous les travailleurs qui surgissent, discutant de politique, de l'orientation de la production dans l'usine, mais aussi de la lutte des classes au niveau national, de la participation au cordon, des limites de la gauche gouvernementale ou de la voie institutionnelle allendiste... Dans d'autres usines, c'était plus limité et les AG ne regroupaient que les travailleurs les plus organisés et les plus conscients, souvent celles et ceux appartenant à l'aile gauche du PS. Selon la géographie politique dans l'usine, il n'y avait pas la même dynamique. Par exemple, une étude réalisée à chaud auprès de plus de 30 entreprises confirme que là où la démocratie chrétienne ou le PCC dominaient, le niveau de participation était beaucoup plus faible, c'était la bureaucratie syndicale qui donnait la ligne et la construction des Cordons n'était pas prioritaire (3). On voit là le rôle fondamental joué par le PCC dans la période pour canaliser, « modérer » mais aussi pour freiner ce type d'initiatives « par en bas » qui dépassaient le cadre de la CUT et les orientations étapistes du gouvernement. Le PCC a tout d'abord condamné fermement les cordons industriels envisagés comme une division des travailleurs, une initiative « gauchiste » et « aventuriste », alors que ce sont pourtant les cordons industriels qui en octobre 1972, puis en juin 1973, dans les grands moments de crise, qui ont permis à Allende de rester président. C'est là qu'apparaît clairement le rôle de tout un secteur de l'unité populaire, en particulier du Parti communiste du fait de son implantation syndicale, pour freiner les initiatives d'auto-organisation et ce que je nomme « pouvoir populaire constituant », car cela remettait en cause les négociations en cours avec la Démocratie-chrétienne au Parlement. Au contraire, l'aile gauche du PS, les chrétiens révolutionnaires, le MIR appelaient à « avancer sans transiger » et « créer, créer, le pouvoir populaire », sans d'ailleurs que cela soit toujours suivi par des actions concrètes. Entre propagande et action, il y avait aussi parfois de nombreux écarts !

Inprecor : *Quel était en 1970-1973 le taux de syndicalisation ? Et l'influence des partis politiques ?*

Franck Gaudichaud : Le taux de syndicalisation était très différencié selon les secteurs. Dans le secteur public, la syndicalisation était quasiment obligatoire, donc le taux de syndicalisation atteignait plus de 85 % ! Dans le secteur privé, la syndicalisation était importante — de l'ordre de 20 % — selon les secteurs. La Centrale unique des travailleurs (CUT) était hégémonique et fondamentale pour les mobilisations, mais elle ne représentait pas tout le mouvement syndical, car dans les petites et moyennes entreprises, il y avait de nombreux syndicats non affiliés à la CUT, du fait du code du travail. La CUT réunissait tout de même environ 700.000 salariés en 1970 (sur une population de 9 millions d'habitants). Au sein de la centrale, il y avait trois courants politiques principaux : le PC — très fort, très structuré et discipliné, fortement marqué par le stalinisme (il avait plus de 250.000 membres) qui était le principal appui d'Allende ; le PS, beaucoup plus divisé, avec une forte aile

gauche capable même d'appeler à la grève générale insurrectionnelle, plus interclassiste (environ 180.000 membres) et il ne faut pas oublier la Démocratie chrétienne, qui était la deuxième force syndicale. L'extrême gauche, c'était alors surtout le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), très jeune (formé en 1965), marqué par la théorie de la « guerre populaire prolongée » et devant faire face à l'hégémonie des grands partis ouvriers, s'insérant dans les secteurs plus marginalisés de la classe ouvrière, moins contrôlés — voire abandonnés — par la CUT, avec environ 10.000 à 15.000 militant et militantes très actifs et un cercle de sympathisants plus large. Il existait par ailleurs d'autres petites organisations comme le PSR (Parti socialiste révolutionnaire) ou la Ligue communiste qui se reconnaissent alors dans la IV^e Internationale. Plus les limites du projet d'Allende apparaissaient et les possibilités d'une transition légaliste entraient en crise, et plus l'influence du MIR dirigé par Miguel Enriquez s'est développée, en particulier au sein de la gauche de l'Unité populaire. La politique du MIR oscillait alors entre une critique du « réformisme et du légalisme bourgeois » d'Allende et des tentatives d'alliance avec l'aile gauche du PS. Le MIR a même fourni un temps une protection rapprochée au président Allende.

Inprecor : *Dans le débat que tu as animé lors de l'université d'été du NPA, un camarade chilien a souligné qu'au sein des structures du pouvoir populaire, qui dépassaient par la pratique le projet de l'Unité populaire, la grande majorité des travailleurs étaient en même temps « allendistes ». Comment expliques-tu cette situation, des avancées pratiques et en même temps une forme de soumission idéologique ?*

Franck Gaudichaud : Jusqu'au bout Allende est resté pour la grande majorité du mouvement ouvrier « le camarade président », un symbole bien plus qu'électoral. Il a même une influence de plus en plus forte sur les ouvriers démocrates-chrétiens, qui voyaient bien que le gouvernement avait pris des mesures en faveur des salariés — augmentation des salaires, nationalisation du cuivre, participation et cogestion ouvrière... L'aura charismatique d'Allende n'a pas été remise en cause, jusqu'au bout, malgré les limites de son programme ou les illusions sur les forces armées « constitutionnalistes ». La contradiction dialectique est que le pouvoir populaire se développait au nom de la défense du gouvernement, mais sur la base des revendications propres des travailleurs... qui dépassaient ce même gouvernement, comme tous les partis d'ailleurs. Par exemple, les mots d'ordre du cordon industriel Cerillos y Maipú de 1972, c'est à la fois l'extension du secteur nationalisé, certains demandent une Assemblée constituante et la fermeture du « Parlement bourgeois », en écho à l'Assemblée populaire de Concepción de mai 1972, le ravitaillement sous contrôle populaire, une intervention politique dans l'armée pour y chasser les réactionnaires... Ils avaient donc des revendications allant bien au-delà du cadre qu'Allende s'était fixé, mais c'était toujours au nom des objectifs de la gauche gouvernementale. En témoigne également la lettre « au camarade président », du 5 septembre 1973, de la coordination provinciale des cordons industriels de Santiago (qui est reproduite dans le livre *Venceremos*), qui disait en substance « *si vous ne faites pas confiance aux masses, si vous continuez à tergiverser et à chercher des alliances parlementaires avec la Démocratie chrétienne ou à intégrer les militaires au gouvernement, vous aurez la responsabilité du massacre froid de la classe ouvrière* ». Mais c'est encore une demande à Allende pour qu'il s'appuie plus fortement sur les formes de pouvoir populaire. Cela souligne aussi que le secteur dit « rupturiste », révolutionnaire — le MIR, l'aile gauche du PS et les secteurs chrétiens radicalisés — n'a pas réussi à faire passer, à proposer un projet alternatif à l'allendisme, à la stratégie d'une transition légale, pacifique, au socialisme. À deux reprises, Allende intègre les plus hauts représentants des forces armées à son gouvernement, y compris au côté des plus hauts dirigeants de la CUT, eux aussi nommés ministres... C'est Allende qui nomme Pinochet chef d'état-major en août 1973, persuadé qu'il s'agit d'un « légaliste ». Et c'est l'armée qui est chargée par l'Unité populaire de reprendre en main le ravitaillement ou de « contrôler » la circulation des armes, ce qui lui permet un an avant le coup d'État d'investir les usines et d'évaluer les résistances.

Si les militants miristes ont eu raison sur une série de choses — ils annonçaient le coup d'État plus de deux ans à l'avance, ils insistaient sur la nécessité d'un travail politique auprès des soldats ainsi que sur la nécessité de renforcer les formes de pouvoir populaire — cette organisation révolutionnaire n'a pas pu représenter une alternative politique nationale, aux yeux des grandes masses populaires, qui aurait pu faire basculer le cours de l'histoire.

Inprecor : *Peux-tu revenir sur l'Assemblée populaire de Concepción ?*

Franck Gaudichaud : Les divergences s'accumulaient au sein de la gauche, à la suite des tractations permanentes d'Allende et du PC pour essayer de trouver des accords avec la Démocratie chrétienne pour pouvoir continuer à légiférer et à consolider leur modèle, alors que la gauche — c'est essentiel — est minoritaire au Parlement. Face à cela, on assiste à la montée des luttes sociales qui font que des secteurs locaux et régionaux du PS, du MAPU — des chrétiens radicalisés qui sont sortis de la Démocratie chrétienne — et du MIR appellent à accélérer les choses, à « avancer sans transiger », à entrer en rupture avec l'État et l'ordre dominant. Suite à des grandes manifestations, en mai 1972, a lieu une Assemblée populaire à Concepción à l'appel des dizaines d'organisations syndicales et sociales, de comités de quartiers, et de toute la gauche, sans les communistes. L'assemblée appelle à l'unification des formes du pouvoir populaire. Parfois, à posteriori, on a voulu y voir une sorte de double pouvoir populaire. En réalité, cela a été une grande assemblée délibérative, d'alerte, de la part de la gauche de l'Unité populaire et de l'extrême gauche, plus d'interpellation du gouvernement qu'un double pouvoir, comme on l'a parfois cru ici en France. Au début, il devait s'agir d'un débat entre partis, mais les syndicalistes et les militants sociaux ont imposé leur voix, intervenant sur les contradictions de la période, critiquant leurs directions politiques, etc. L'assemblée a été immédiatement dénoncée : par le PC, qui a été le seul parti refusant d'y participer, comme une manœuvre gauchiste, voire manipulée par l'impérialisme, et par Allende lui-même, qui dès le lendemain dans une tribune du « Mercurio, soulignait qu'il pourrait s'agir d'une division dangereuse pour le gouvernement populaire et appelait à l'unité derrière l'exécutif.

Inprecor : *Tu as parlé des cordons industriels. Il y avait aussi ce qui a été appelé les « commandos communaux ». Peux-tu dire en quoi c'est différent des cordons ?*

Franck Gaudichaud : Les commandos communaux étaient essentiellement une revendication du MIR et de certains secteurs de la gauche de l'unité populaire. Ils étaient censés regrouper, au-delà de la classe ouvrière, tous les secteurs dominés des classes populaires, les « pauvres de la ville » comme disait le MIR, les étudiants, les petits commerçants, les paysans. Ce devait être une préfiguration de futures communes révolutionnaires. C'est la théorie, défendue en particulier par le MIR. Dans la pratique, on constate qu'ils avaient beaucoup de mal à dépasser le stade d'une organisation des secteurs sociaux urbains dits « marginaux », des *pobladores* et les problématiques du ravitaillement de ces quartiers. Le manque de jonction entre classe ouvrière et ces fractions importantes du mouvement social, a été une autre difficulté pour ce processus révolutionnaire : comment construire l'unité de ce camp social, très hétérogène et aux pratiques historiques séparées ? La gauche du PS au contraire souhaitait donner la priorité aux cordons. Très souvent ce débat a représenté la différence de l'insertion sociale des partis : le PS était très fort dans les cordons industriels et la classe ouvrière, le MIR, qui avait une faible insertion industrielle, a développé les commandos communaux, en partant des quartiers pauvres, comme à Nueva La Habana. À posteriori, on peut analyser cela comme une orientation erronée du MIR, qui a toujours voulu que les cordons industriels — la forme la plus avancée du pouvoir populaire constituant chilien — soient réintégrés dans la CUT, car dans sa conception le commando communal était la forme véritable du pouvoir populaire. Or ce qui a fonctionné réellement, ce sont les cordons industriels, tout du moins à Santiago et dans certaines villes moyennes... Bien sûr, il faudrait également analyser ce qui se passe à la campagne, mais c'est un autre débat et cela signifie une autre recherche. Quoi qu'il en soit, le MIR n'a pas saisi jusqu'au bout la nécessité de centraliser, de coordonner ces cordons industriels, qui furent parmi les « trésors perdus » — pour paraphraser Hanna Arendt — de la révolution chilienne... et qui à 40 ans du coup d'État et de la répression, méritent d'être sortis de l'oubli afin d'en tirer des leçons pour l'avenir.

Propos recueillis le 27 août 2013 par Jan Malewski